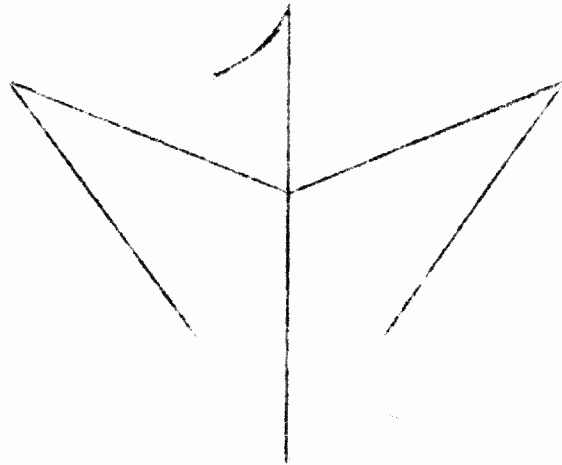


ESPOIR - HEBDOMADAIRE  
3, rue MERLY - TOULOUSE

N°2 - novembre 71

# C O N F R O N T A T I O N A N A R C H I S T E



supplément à ESPOIR N° 511 .

PAGES .

- 0- Fonctionnement
- 1- Rapport d'Activité ( Commission Technique)
- 2- Pour un Anarchisme enfin Populaire - (P.M.)
- 3- Insertion des révolutionnaires dans la société - (Montpellier)
- 6- Le mouvement anarchiste et les mouvements autonomistes -  
(Groupe anar. de CUERS -83)
- 7- Informations insoumission.
- 8- Lettre au peuple et non à "qui de droit" - (G. JAMBOIS)
- 10- Robert VERGNES révoqué.
- 11- Procès PALAVAS (Communiqué)
- 12- INDICS - INDICS - INDICS -
- 14- Kidnapping-Arrestation.
- 15- Groupe Anarchiste Communautaire - NAPLES -
- 16- Agence de Presse Anarchiste .
- 17- PINELLI - VALPREDÀ ( SUITE)
- 19- Soutien à Julio MILLAN .
- 20- Une loi traînée devant le tribunal.  
(Des amis de "FAIS PAS LE ZOUAVE")
- 22- De la misère en milieu Anarchiste - Essai d'introspection -  
(ERDNA - Union Anarchiste d'Alsace)
- 26- Communiqués...

—oO—

# Sommaire

## F O N C T I O N N E M E N T . -

Ce numero (exceptionnellement) a été tiré par la Commission Technique pendant que se préparaient les contacts matériels avec les équipes de réalisation des N° 3 et N° 4.

Nous rappelons qu'actuellement il existe une commission technique qui

- reçoit abonnements et textes,
- se soucie de diffuser les informations qui nous viennent des mouvements anarchistes d'autres pays,
- transmet textes et bandes adressées à l'équipe de réalisation,
- se soucie de faire connaître le bulletin.

Les équipes de réalisation sûres sont actuellement au nombre de trois (Alsace, Paris, Montpellier). Pour les deux autres qui se sont proposées à Paris en Août 71, il suffit que l'accord soit confirmé.

A TITRE D'EXPERIENCE, le Groupe Autonome Anarchiste d'Albi se constitue en commission de contrôle de la commission technique (ceci à titre permanent mais nullement exclusif...)

"C.A." a été créé à Paris en Août 71 par un ensemble de groupes et individus qui ont pris une initiative ADMINISTRATIVE au profit de tout le mouvement. Il sera nécessaire de provoquer une Assemblée Générale des ABONNES de "C.A." en Août 1972 (à peu près) - pour améliorer l'organisation du Bulletin et renouveler les équipes.

Il est rappelé que la référence à "ESPOIR" en 1ère page a uniquement pour but et pour effet (vis-à-vis des anars pas de la légalité) de payer l'expédition 7 c au lieu de 65 c.

Nous avons procédé à TOULOUSE à une vente au N° de la main à la main. Si des camarades abonnés sont partisans de cette pratique ils peuvent nous en demander 5 ou 10 à condition de nous les régler très régulièrement et de les diffuser uniquement vers des militants ou sympathisants du mouvement anarchiste. (Inutile de donner des renseignements à des gens qui s'en serviront contre nous.)

Il est vivement conseillé dans vos bulletins locaux, canards, tracts, interventions, journaux muraux et affiches de reproduire les informations que vous jugez intéressantes. Si 100 groupes ou individus diffusent chacun la lettre de G. JAMBOIS à 1.000 ex. cela fera 100.000 ex. de plus qui circuleront. A ce moment-là si l'information intéresse les gens, elle aura les moyens de porter.

Préparons-nous par ailleurs à soutenir ce camarade au cas où il serait retrouvé; car l'Etat ne peut qu'être impitoyable face à une telle franchise et une telle clarté d'expression du refus révolutionnaire.

Un camarade anarchiste, AVOCAT, est d'accord pour répondre à toute demande de conseil juridique; si une question se pose, ou si un dossier semble douteux expédiez tous les détails à la Commission Technique qui transmettra.

# Confrontation Anarchiste N°2

R A P P O R T D ' A C T I V I T E . -

TIRAGE N° 1 - 250 ex. effectué par le Groupe VOLINE (Strasbourg-Mulhouse)  
TIRAGE N° 2 - 250 ex. effectué par la Commission Technique (TOULOUSE)

Que les abonnements soient rentrés ou non 190 ex. ont été expédiés aux groupes et individus connus ou dont on nous a transmis l'adresse., une vingtaine d'ex. à des organisations étrangères dont voici la liste:

--- F.A.C.B., Tabou "Free Press Bookshop" (BELGIQUE), F.A. Italienne, M.L.C.E., Mouvement allemand présent au Congrès IFA, "Féd. Soc. Lib." (Holl.) "A.F.I.D." (Danemark), "N.O.M.D.S." (U.S.A.), F.A. Mexicaine, Per. "EL SOL" (Costa Rica), English ORA, DE VRIJE (Hollande), un copain de la Comm. del Sur (Uruguay), Circolo Ponte della Ghisolfa (Italie), un copain en rel. avec Black Panthers (USA), "Le Libertaire" (JAPON), ORA française, A.F. Britain, Gr. Anar. Comm. (Italie), F.A. Iberica, + des groupes en clandestinité ---

Nos moyens étant limités il est évident que nous n'avons pu servir tout le monde; si un camarade ou un groupe abonné pense qu'il faut transmettre "C.A." à quelqu'un d'autre, il peut nous en faire la demande.

La 1ère circulaire annonçant la parution a été diffusée à 400 ex. et a été publiée intégralement (à notre connaissance) par "Le Combat Syndicaliste", "ESPOIR", "Le Libertaire" et le B.I. de la F.A.

Le N° 3 sera encore expédié à de nombreux camarades non encore abonnés. Ensuite nous pensons n'expédier "C.A." qu'à ceux qui auront versé ou verseront un abonnement (à partir du N° 4 en janvier 72).

Si "C.A." vous intéresse manifestez-le en versant l'abonnement de 15 F pour 10 N° à P. MERIC - CCP - I.849.93 - MARSEILLE. (A part raison très particulière, nous pouvons nous considérer tous autant les uns que les autres des NECESSITEUX à partir du moment où le salariat nous est chaque jour plus insupportable - il n'y a pas d'exception )

Abonnements rentrés. - U.A. Alsace, 105; G. J. GRAVE (Crosnes) 15; C.P. (Nice) 15, Jean CALANDRI (06) 100 ; Gr. Montpellier 15 ; M. B. (Asnières) 20; J.F.N. (19), 15; P.H.A. (93), 15; Commission Technique 40 ; J.M. (93), 15 ; G.L.A.S. (PARIS) 150; G.A.A. Albi, 15; Gr. Chateauroux, 15; Y.M. B. (44), 15; J.M.P. (84), 15; V.G. (Paris) 15; Gr. CUERS (83), 20; V.M. (64) 15; Y.N. (19), 15; J.S. (66) ,20; G.L. Orléans, 15; F.G. (81) 90; F. (Toulouse), 20; M.F. (Paris) 15; Un gr. de Lyon (69), 15; J.T. (08), 15; Gr. Etang de Berre, 15; R.L. (41), 15; JPC, Boulogne-Billancourt, 15; M.A. (63) 15; gr. UFA Paris, 15.  
\* 15 F ventes au N° à Toulouse. B. (38) - 20 -

Dépenses effectuées. - Expédition 1ère circulaire , 30 F  
virement à UAA (pour 1er N°) 185 F  
frais d'expédition Toulouse 15 F  
coût N° 2 (tirage) 110

C O M M I S S I O N T E C H N I Q U E . - Ecrire à P. MERIC  
3, rue MERLY  
ABONNEMENTS 15F pour 10 numeros: P.M. CCP-I.849.93 31 - TOULOUSE  
MARSEILLE.

## 2. POUR UN ANARCHISME ENFIN POPULAIRE

Les groupes réalisent au bout d'un an d'expérience le caractère artificiel de leur existence. Il se réunissent régulièrement dans un local placé n'importe où, progressent un moment, font quelques sorties de propagande, parviennent parfois à un approfondissement idéologique — et soudain la croissance est stoppée, des problèmes surgissent et les solutions qu'on y apporte ne sont qu'un perfectionnement d'une situation figée.

Le groupe politique n'a plus de raison d'être dans le mouvement anarchiste. S'il ne fait qu'émettre des idées, il limite définitivement sa zone d'influence sans proportion aucune avec la présence qu'il faut développer pour aider la Révolution à vaincre .

QUE LES GROUPES EMETTENT DE LA PROPAGANDE EN CHAIR ET EN OS : LEURS MILITANTS. Sans que le groupe affinitaire disparaisse , il est possible qu'un ou plusieurs militants ou sympathisants s'implantent sur leur base de vie et de travail sous forme de groupe autonome de quartier, de fac., de lycée, d'entreprise, de petite ville, etc...

Ce groupe, tournant autour de 4 ou 5 individus suscite la formation, sur sa base même d'insertion d'autres groupes semblables, et se fédère avec eux. Dans cette situation les perspectives de développement d'une présence sont multiples. Il s'agit de sympathiser progressivement avec TOUS LES INDIVIDUS DE LA BASE D'INSERTION DU GROUPE, progressivement en passant par :

- distribution et vente régulière de la propagande classique (du mouvement et du groupe lui-même);
- débats dans la rue, dans tous les lieux où les gens se retrouvent;
- sur le quartier, ouverture d'un local, même très petit avec bibliothèque, causeries, etc... (sorte de Bourse du Travail comme la concevait Pelloutier)
- impulsion à la formation de groupes culturels en marge du système étatique et capitaliste - Ecole Libertaire.
- établissement de rapports communautaires (noyaux communautaires, échanges culturels et économiques en marge).

C'est en faisant la Révolution en toi-même, dans ta maison et avec les gens que tu rencontres quotidiennement que tu feras la Révolution universelle et réellement populaire : car dans la société libérée ceux que tu côtoies journalièrement seront tes amis, et les autres ne pourront pas être tes ennemis du fait du système Fédéraliste Libertaire rendant impossible l'esprit de clocher belliqueux et l'autarcie obscurantiste, au profit d'une infinie diversité d'originalités se confrontant dans le respect de l'autonomie.

C'est la Commune Libre de demain que nous préparons en créant de façon souterraine la Commune Libre d'aujourd'hui.

—oOo—

" CONFRONTATION ANARCHISTE " pourrait favoriser la dynamique de ce projet.

Le présent bulletin n'est ni un journal édité par une chapelle et que l'on offre à la consommation, ni un bulletin intérieur réservé à "l'élite" de la Révolution. Le fait de s'y abonner correspond à un désir d'être en rapport avec le mouvement anar tout entier, de pouvoir échanger des informations, des points de vue, un contenu à la propagande; il est un instrument de confrontation et d'entraide. Il peut dans l'immédiat devenir également le lien des groupes proposés plus haut. Si ces groupes sont vraiment des groupes de base, "C.A." crée une solidarisation des luttes à la base que nous demanderions à un bon journal syndicaliste révolutionnaire, et il détruit les clivages entre théoriciens et masses que l'on guide, car tous se retrouvent au sein d'une même

structure de rapports, et chacun a rapidement la possibilité d'être théoricien (même les gens du quartier, les autres employés d'une entreprise, etc...). Il peut devenir le trait d'union (pas la ligne uniformisante) entre tous les groupes d'étude, de propagande, et les groupes communautaires anarchistes. Il peut servir de cordon ombilical pour le maintien en vie des groupes en formation .



Comment "C.A." pourra-t-il demeurer l'instrument de tous les anarchistes et ne pas être récupéré par une quelconque avant-garde minable? C'est à ce niveau que les futures créations structurelles sont à élaborer minutieusement. Actuellement peu de problèmes. Le bulletin a été créé comme on le sait et pris en main par plusieurs équipes anarchistes sans aucune considération de chapelle, équipes décentrées géographiquement, se contrôlant mutuellement, et pouvant être abandonnées par tous si elles se prennent des airs de bureau politique.

Mais il faudra que ces équipes soient renouvelées pas plus tard que l'été prochain. Et il faudra que des structures de rapport (ne contrariant personne) soient mises en place. Des groupes vont se former; qui nous dit que des flics, des staliniens, des trotskars ne vont pas constituer un groupe "anarchiste" qui se portera postulant à la responsabilité de la commission technique.

Quelques propositions à réfléchir, discuter ou compléter.

\*) - Les responsabilités ne devraient être confiées qu'à des groupes répondant aux critères suivants:

- militants non issus d'une douteuse génération spontanée ;
- groupe NECESSAIREMENT ouvert à d'autres adhésions.
- groupe pouvant être contrôlé par un ou plusieurs autres groupes du même foyer de vie et pouvant être révoqué.

2) - Nécessité de l'établissement de rapports HORS-CHAPELLE sur les plans locaux et régionaux. D'ores et déjà sont possibles (à ma connaissance), en voie de réalisation ou presque réalisées - des unions libertaires en Bretagne, dans l'Est, dans les pays de la Loire, à Paris, dans le Midi (fédérant plusieurs foyers de vie; Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Provence-Côte d'Azur etc...) Il nous faut constater par ailleurs que ces unions régionales correspondent à des réalités humaines, géographiques, etc...

3) - Possibilité de désigner des correspondants de "C.A." selon la méthode suivante.

Des copains connus d'un bon nombre de groupes peuvent, sur leur propre initiative, tenir une permanence (à importance locale ou régionale) pour diffuser le bulletin en le vendant de la main à la main, et recueillir des informations et divers textes.

Mais s'il s'agit de prolonger la chose et de créer une véritable PERMANENCE-COORDINATION, il vaut mieux que le copain responsable soit désigné par une assemblée locale ou régionale comprenant tous les individus et groupes abonnés à "C.A." + d'autres. Il serait préférable qu'aucune permanence ne soit l'exclusivité d'une organisation à caractère national. Il faut peut-être, dans cet optique, envisager la possibilité de plusieurs correspondants pour la région parisienne.

Pour l'instant des communiqués pourraient paraître dans "C.A." pour la convocation d'assemblées - ils toucheront tous les abonnés . Il faudra bien sûr être prudent au cours de ces assemblées, que 2 individus par groupe se déplacent, qu'on évite de raconter ses propres actions illégales ou intéressantes à des titres divers faisant ainsi l'affaire de l'indic de service qui se déplacera probablement et qui est peut-être membre d'un groupe (d'où préférence donnée à 2 délégués par groupe, ni plus ni moins).

# INSERTION DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA SOCIETE

Les révolutionnaires appartiennent à deux catégories:

— Des intellectuels (occupant parfois des positions élevées dans la hiérarchie sociale), qui sont parvenus au niveau de compréhension globale du système social. Ils savent que les maux du système ne peuvent trouver leur remède que dans sa destruction.

— Un certain nombre des enfants du prolétariat, à la suite de circonstances particulières, échappent à la soumission inculquée par la culture capitaliste. La curiosité intellectuelle qui en résulte leur fait prendre conscience des possibilités qu'offre l'éducation. Parmi eux, ceux qui échouent dans leur tentative de s'intégrer à la petite-bourgeoisie restent insatisfaits de leur condition sociale et retournent leur énergie contre le système.

Dans ces deux catégories, les individus ont de moins en moins de relations avec les éléments de leur classe d'origine : soumis à la même exploitation, ils ne vivent pas l'aliénation de la même façon, du fait de leur prise de conscience révolutionnaire. Ayant perdu leurs attaches sociales, les "ouvriers intellectuels" et les intellectuels révolutionnaires s'unissent entre eux et avec les ratés des autres classes pour former des groupes révolutionnaires.

Ces groupes (quelle que soit leur idéologie révolutionnaire) luttent (ou devraient lutter) pour renverser le système d'exploitation. Ils le font au nom du prolétariat, classe qui a le plus intérêt à la Révolution puisque c'est d'elle que le système d'exploitation tire le plus de travail pour le moins d'avantages; d'autre part, les révolutionnaires savent qu'ils ne peuvent pas abattre le capitalisme s'ils ne font pas partager leur analyse radicale de la société de classes aux prolétaires, qui sont le plus grand nombre et les producteurs directs dans l'économie.

Or le prolétariat n'est pas immédiatement révolutionnaire. Il est au contraire naturellement conservateur. En effet, sur lui le système culturel capitaliste joue à plain et, d'autre part, la précarité de son statut économique le dissuade de se lancer dans l'"aventure". Jusqu'en 1968, l'expérience a montré que le prolétariat, quand il est entré en lutte l'a toujours fait parce que l'exploitation devenait plus dure ou son niveau de vie insupportablement bas. La satisfaction de ses besoins immédiats lui a toujours fait abandonner la lutte bien que, lorsque la stratégie défensive du prolétariat et la stratégie offensive des révolutionnaires se conjuguent, l'espoir révolutionnaire semble proche de se réaliser.

En 68, on a vu, que lorsque les conditions favorables (sur lesquelles les groupes révolutionnaires n'ont aucun pouvoir) : économie retardataire, pouvoir politique inadapté, absence de perspectives réformistes, stagnation du pouvoir d'achat, sont réunies, l'action exemplaire d'une minorité peut révéler une situation conflictuelle et donner le coup d'envoi à une lutte plus générale qui gagne de proche en proche tout l'appareil économique (I) : "22 mars" - une partie des étudiants - la grève généralisée.

Avec le recul nous pouvons mesurer maintenant les conséquences de la crise de 68 :

- Le capitalisme n'est pas mort de deux mois de grève générale.
- Les salaires ont été "augmentés" (en fait alignés sur ceux de la RFA et du Bénélux). Les cadences ont suivi.
- Le système capitaliste en a profité pour liquider une partie de son secteur retardataire.
- Les producteurs n'ont jamais fait tourner l'appareil de production à leur bénéfice.
- Le pouvoir politique, d'abord en déroute, s'est repris et s'est "rénové" (de façon assez comique d'ailleurs)
- Les organisations politiques ou syndicales ont toutes montré leur nature éminemment conservatrice. (2)

(I) - Ne pas se faire d'illusion, le "coup" de 68 ne se reproduira pas: maintenant la classe dominante est sur ses gardes.

(2) - Il s'agit bien de toutes les organisations politiques ou syndicales: seules celles qui ne pouvaient absolument pas peser dans le conflit se sont payé le luxe d'une attitude authentiquement révolutionnaire.





## LE MOUVEMENT ANARCHISTE ET LES MOUVEMENTS AUTONOMISTES .

Nous ne devons pas ignorer les divers mouvements autonomistes, régionalistes, fédéralistes:

En effet, de façon objective :

- Ces mouvements s'attaquent au concept de l'Etat; ils constatent qu'il n'est que l'institution d'une unité reposant sur la force militaire (historiquement.
- Ils ne reconnaissent pas le concept de Nation Française imposé par les jacobins; ils s'attaquent ainsi à la fausse unité, qui n'est pas le fruit de la libre union des diversités ethniques mais l'imposition d'une culture uniforme.
- Ces mouvements constatent aussi un aspect important de la lutte des classes: les disparités économiques régionales. (cf. les salaires et chômage du Midi/Paris)
- Ne pas se faire broyer dans l'uniformité du monde technique est un besoin fondamental pour l'individu; aussi, actuellement, ne pas laisser tomber la culture de sa région est un besoin au niveau des mentalités.

Ces mouvements ne sont pas le résultat de formations parachutées, et correspondent à certaines réalités. Les tests sont :

- Le marché; disques et livres de culture régionale sont beaucoup achetés.
- Le gouvernement; éprouve la nécessité de bombarder sa pseudo-réforme régionale., avec ses super-préfets contrôlant de plus près les régions.
- Les partis politiques (P.C., P.S., P.S.U.,...) se penchent subitement sur le problème de la régionalisation.
- Les syndicats ( la C.G.T., Séguy déclare que les "disparités régionales sont la plus criante injustice du XXème siècle."

ALORS ! Le mouvement anar. ne doit pas rester inactif devant ce phénomène. (Historiquement, l'anarchisme a toujours profité du développement des courants autonomistes; Espagne, Russie,...)

Notre action pourrait prendre les directions suivantes, en matière régionaliste :

- propositions de projets et d'analyses libertaires.
- empêcher la récupération des mouvements régionalistes et une possible agitation par les partis centralistes, brandissant leur démagogie.
- lutter contre la création d'un nationalisme au pluriel, (Nationalisme OC, Breton...cf PNO,ETA,...position des groupes, de Droite)
- Pour cela inclure la lutte de ces mouvements dans une perspective de lutte pour un mouvement fédéraliste.
- DIFFERENCIER: unités régionales économiques, d'unités culturelles. (une région économique pouvant chevaucher deux unités culturelles, lesquelles couvrent souvent plusieurs régions économiques).
- Ne pas cautionner les points de vue passéistes. En voulant par exemple voir la langue d'OC, ou le Breton, parlés par la population entière de ces régions... mais préserver et développer la richesse culturelle encore existante.

La pratique du mouvement anar r esté à définir. Les directions d'intervention pourraient être les suivantes. ( par rapport au Mvt Occitan, généraliser si possible).

— Entrer dans les C.A.O. (Comités d'Action Occitans) , qui ne sont pas encore organisés - à titre individuel - et empêcher la création d'une organisation centraliste. Proposer nos organigrammes: autonomie intégrale des CAO, union sur des bases égalitaires des CAO entre eux, démocratie directe, Bulletin sur le style "Confrontation Anarchiste"...

— Prévoir une organisation anarchiste spécifique en cas d'échec (FACO ?) la préparer dès maintenant.

— Reconnaître le plus possible le concept d'occitanie, de Bretagne... dans nos organisations libertaires. CNT,FA,UFA,ORA,...

Pourquoi pas chevauchant les unions régionales, des unions au niveau Ensemble culturel ? - OC,Catalogne, Bretagne,...

Voici soumis à toute critique, qq thèmes de réflexion. Nous attendons des points de vue.

P.R.

JOËL CHAPELLE

Pour ceux qui l'auraient oublié rappelez-vous un peu. Arrêté le 7 mai 1971 pour insoumission (après deux ans de cavale), Joël Chapelle est jugé le 29 juillet à la caserne de Reully et condamné à dix mois de prison ferme. Il est successivement incarcéré à Fresnes puis à Fleury-Mérogis. "Prison modèle" qui compte à son actif le RECORD DU MONDE DE SUICIDES et qui tout récemment a fait parler d'elle, après "l'affaire" de Clairveaux, pour la brutalité bestiale de ses geôliers.

Depuis le mois de juillet Joël "bénéficie" du statut spécial de détenu politique. Oui, Oui, il y a bien des guillemets de part et d'autre de "bénéficie". Car ce verbe est un bien grand mot en ce qui concerne Joël, et probablement pour d'autres.

En effet, les avantages ainsi obtenus, ne lui sont systématiquement pas accordés. C'est pour cette raison que du 1er au huit octobre Joël fait la grève de la faim. Dans une lettre datée du 2/10/71, il demande :

"1°) Que tous les livres qui lui ont été amenés lui soient remis car, le régime spécial lui permet de recevoir tous les livres qu'il désire, sous seule réserve qu'ils n'aient pas été censurés en France.

"2°) Que, comme les droits communs, il lui soit autorisé d'assister aux séances de cinéma.

"3°) Qu'il lui soit donné possibilité le Dimanche de prendre, comme les autres jours de la semaine, des promenades dans une grande cour et non dans une cour de discipline.

"4°) Qu'il lui soit autorisé de prendre ses promenades en compagnie d'un ou plusieurs autres détenus bénéficiant comme lui d'un régime spécial. (Il avait déjà exprimé le désir de prendre ses promenades en compagnie d'un détenu politique, militant d'Occident, que voulez vous, faut faire avec ce qu'on a, qui de son côté avait fait la même demande.)

"5°) Qu'il soit donné suite ou pour le moins réponse, à ses demandes de cantine "exceptionnelle". En l'occurrence à celles concernant l'achat de 4 piles à transistor et d'une brosse à cheveux.

"6°) Qu'il lui soit autorisé de prendre deux douches par semaine. Une seule ne pouvant suffire à assurer l'hygiène d'un corps, même si celui-ci est la propriété d'un détenu.

"7°) Que les journaux auxquels il est abonné lui soient donnés sans retard. Le régime spécial lui donnant le droit de recevoir quotidiens, hebdomadaires et mensuels de son choix, pourvu qu'ils n'aient pas fait l'objet d'une interdiction dans les trois mois qui précèdent leur envoi.

Il précise en outre: "J'ai reçu notification du fait que le vague-mestre prétend ne pas recevoir "Charlie-Hebdo", je ne peux donc pas vous tenir responsables du fait que je ne le reçois plus depuis la mi-août, date à laquelle j'ai perçu le premier numéro. Néanmoins vous conviendrez qu'il est pour le moins étrange que les services postaux égarent systématiquement tous les envois qui me sont faits de cet hebdomadaire. D'autant plus étrange, pour ne pas dire que ça tient du miracle, qu'il semble que ce soit aussi le cas du "MONDE LIBERTAIRE", mensuel auquel je me suis fait récemment abonner et dont le premier exemplaire devrait m'être parvenu fin septembre."

Après ces huit jours de grève de la faim, Joël a obtenu satisfaction sur les 1er, 2ème, 5ème et peut-être 7ème points. Pas grand chose donc. A noter aussi que son pourvoi en cassation lui a été refusé. Dans cinq mois si, comme nous le pensons, Joël refuse une fois de plus de porter l'uniforme, il sera à nouveau jugé et risquera alors deux ans de prison pour refus d'obéissance.

Joël même en prison continue de lutter, il faut l'aider, le soutenir. Vous pouvez en particulier lui écrire à l'adresse suivante:

--- Joël CHAPELLE (détenu) - I3561 Bat. D 37, av. des peupliers

91 - FLEURY-MEROGIS

N'oubliez pas Sylvain PUTTEMANS qui est en taule pour les mêmes raisons.

--- Sylvain PUTTEMANS - Cellule II7, Ecrou 5687, 1er étage,

59 - Maison d'arrêt de LOOS.

# LETTRE AU PEUPLE ET NON A "QUI DE DROIT".

Issu de la classe ouvrière et moi-même ouvrier, militant révolutionnaire, ennemi des autorités économiques (le capital) et politiques (l'Etat), je ne peux, sans renier ma classe et mes convictions répondre par l'affirmative à l'ordre que je viens de recevoir, celui de me rendre au 23ème régiment d'infanterie à METZ.

Au nom de ma liberté personnelle et de la liberté du peuple, je refuse de me soumettre à qui que ce soit, et encore moins à notre cher ministre de la démenée nationale (DEBRE confirme d'ailleurs l'impression générale que les pays ont à leur tête des individus chez qui les psychiatres ne manqueraient pas de reconnaître des signes de dérangement mental). Je ne reconnais pas à l'Etat le droit de disposer de moi, de mes forces, de ma conscience... Je ne reconnais aucun droit à l'Etat et pense ne rien devoir à cet Etat qui m'exploite et contre lequel je lutte. Je refuse de m'écraser, de ramper devant des salopards qui ont gagné leurs galons et médailles en assassinant les peuples d'Indochine et d'Algérie.

Je refuse de devenir de la viande à caserne, et plus tard, de la viande à bien voter.

On commence par se tasser devant des gradés à la caserne et on continue devant les patrons à l'usine.

De l'aveu même de Debré, l'armée doit maintenant assurer le rôle que la "famille" et l'éducation nationale ont perdu. Je refuse de me faire "dresser".

Extrait du règlement militaire: "La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance de tous les instants. Toute question ou réclamation n'est permise que lorsque l'ordre a été exécuté." Sans commentaire...

Je refuse le rôle économique de l'armée en temps de paix. Pendant les conflits sociaux, c'est elle que l'on utilise pour briser les grèves des travailleurs: transports urbains, éboueurs, Pet T, etc...

On voudrait faire croire qu'il suffit d'être français pour qu'il y ait communauté d'intérêt. En fait nous savons très bien que l'idée de Nation et d'Etat n'est qu'un leurre qui sert à masquer la vraie réalité, celle de deux classes antagonistes et ennemies. En étant soldat, je ne sers pas le peuple, mais la classe des possédants, celle qui m'exploite et exploite tous mes camarades. Je ne veux pas que le peuple soit un instrument de répression contre le peuple.

Je refuse une armée dont un des buts cachés est l'embrigadement de toute une jeunesse de MAI 68.

Le pouvoir a eu très peur et maintenant il essaie de reprendre les choses en main. On a ramené le service à 12 mois pour faire passer la suppression du sursis. A 18 ans un jeune est plus malléable qu'à 25 ans. Et l'on préfère des adolescents pour en "faire des hommes" (dans une chaude camaraderie virile) que des hommes pour ne plus rien en faire du tout. Tout le monde a déjà entendu parler des bataillons disciplinaires, des F.F.A. (le 24ème GROUPE DES CHASSEURS MECANISES DE TUBINGEN...) et quand ça ne suffit pas, c'est Fort Aiton, où des gars préfèrent avaler des lames de rasoir pour crever, ou encore Scylla près de Djibouti, où Fort Aiton est considéré comme du gâteau.

Non content de cet embrigadement de la jeunesse (mais peut-être cela ne suffit pas!) le pouvoir se prépare aussi au combat de rue. Certains régiments, notamment le R.M.T. de Montléry, participent à des exercices de "maintien de l'ordre" en cas de guerre civile. Les appelés jouent bien sûr le rôle des étudiants et se font joyeusement casser la gueule par les C.R.S. et gradés réunis. Un jour ce ne sera plus sur des étudiants que les flics cogneront, mais sur le peuple en colère. A moins que ...

9  
Je refuse une armée qui fait peser tout le poids de ses dépenses sur le dos des travailleurs (qui paient des impôts) alors que les grandes boîtes de matériel de guerre se remplissent bien les poches (Matra:Floirat,Berliet, Sud-Aviation: Dassaut).

Je refuse une armée qui engloutit le quart du budget, alors que les gens ont un besoin urgent d'hôpitaux, d'écoles, d'équipements sanitaires et sociaux...

Je refuse une armée qui pour s'entraîner à se battre contre le peuple expulse des populations entières de leurs terres (plateau de Larzac,Haute-Provence..)

Je refuse une armée qui emmerde le monde par ses explosions atomiques qui font encourir un grand péril à l'humanité au nom d'une politique de dissuasion.

A quand l'apocalypse ?

Je refuse l'armée parce qu'elle est un fossé entre les peuples qui ne demandent qu'à se comprendre, s'aimer, s'entraider. Les guerres n'ont jamais été que de sombres marchandages entre les capitalistes internationaux.

En 14-18 les capitalistes français et allemands ont jeté des millions de personnes dans une boucherie ignoble pour leurs intérêts. Krupp et De Wendel, les marchands de canons, tout le monde connaît.

Les documents secrets concernant la guerre au Viet-Nam nous ont montré comment on déclenche une guerre pour faire marcher l'économie américaine. Qu'en dit le grand humaniste Kennedy, véritable promoteur de cette guerre ?

La patrie n'est qu'un maquillage dégueulasse destiné à cacher la réalité qui est économique et politique.

Actuellement l'Etat français entretient un contingent chargé de réprimer la lutte du peuple tchadien face à la dictature de Tombalbaye, agent local des intérêts impérialistes. Tout ceci bien sûr dans le cadre de la coopération.

De quelque nature que soit le pouvoir politique, la structure militaire cherche toujours à faire de l'individu un instrument qui lui obéira aveuglément, au service de ce pouvoir dont les intérêts ne coïncideront pas toujours forcément avec ceux du peuple; c'est pour cela que même les armées dites "populaires" se retournent un jour ou l'autre contre le peuple (comme ceci est déjà arrivé: Cronstadt, Commune de Shanghai en Chine, Prague, Pologne...) Le pouvoir corrompt celui qui en use; formation inévitable des bureaucraties.

Certains révolutionnaires préconisent de faire le service militaire afin d'apprendre le maniement des armes. Comme si on avait besoin de l'armée pour cela! D'autre part c'est admettre que le pouvoir sera assez naïf pour nous donner la possibilité de le renverser le jour "J". Non, il n'y a pas de jour "J" pour la Révolution, la vraie. Elle est commencée ! Elle a commencé le jour où un homme a dit non, non à l'Etat; non à l'autorité, non aux chefs, non aux patrons, non au fric !

La Révolution a commencé avec le premier rebelle, avec le premier qui a refusé le service militaire, avec le premier qui a lutté contre l'exploitation, le premier qui a balancé un pavé dans la gueule de celui qui voulait l'enchaîner, le premier qui a crié : Liberté !

Et la Révolution continue chaque fois qu'un patron est séquestré, qu'un ouvrier sabote la production, qu'un Sylvain Puttemans ou un Joël Chapelle disent :

"MERDE A L'ARMEE, MERDE A L'ETAT

Gaston JAMBOIS

VIVE LA REVOLUTION !"

Paris le 8 septembre 1971.

Avec la répression multiforme et quotidienne qui sévit à l'Université répression dont l'exclusion des "professeurs" et des "élèves" n'est que la manifestation la plus spectaculaire, je dénonce une nouvelle fois la politique de collaboration de classe du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.), appendice du Parti dit Communiste Français.

Alors que le S.N.E.S. avait, dès le mois de février, été informé de mon affaire par la section locale de mon établissement, les bureaucrates du S 3 (section académique) de Paris attendirent le 2 septembre pour prendre contact par pneumatique (sic) avec moi. Encore s'agissait-il de la manoeuvre habituelle qui consiste à essayer de récupérer les luttes menées en dehors du S.N.E.S. pour mieux les dénaturer et les désamorcer, manoeuvre assortie du non moins habituel chantage: "...six représentants du personnels enseignant du second degré (au Conseil Académique) sont des élus du S.N.E.S..."

Cette manoeuvre réussit parfois, surtout lorsqu'il s'agit "d'accusés" qui sont dans une situation personnelle ou familiale difficile, d'où la modération de certaines "sanctions". Qu'on ne s'y trompe pas, le gouvernement préfère, pour l'instant, vu la radicalisation et la généralisation des luttes à l'intérieur et hors de l'Université, ne pas envenimer les choses et poursuivre avec le P.C.F. les différents syndicats et l'U.N.C.A.L., la reprise en main des établissements scolaires. Quand au S.N.E.S., il espère ainsi se blanchir vis-à-vis des syndiqués et faire oublier sa trahison.

Toutefois l'échec des dernières grèves montre clairement que de nombreux syndiqués ne sont plus dupes de cette politique de collaboration de classe qui consiste à se polariser sur des problèmes revendicatifs pour éviter de mettre en cause la finalité de l'enseignement.

J'ai pour ma part refusé, en ne me présentant pas devant le Conseil Académique de Paris, devant lequel j'étais convoqué, d'entrer dans le jeu du gouvernement et du S.N.E.S.. Je me suis borné à envoyer au Conseil Académique la lettre ci-jointe.

R.V.

P.S. (du 14 octobre 1971): La révocation de Françoise Cluchague ne fait que confirmer la mise au point du 8 septembre:

1) - Le gouvernement ne peut tolérer la présence à l'université de ceux qui, par leur théorie et leur pratique, s'attaquent aux fondements d'un enseignement de classe.

2) - Le Conseil Académique de Grenoble a, à son tour, clairement montré que de telles instances que l'on voudrait faire apparaître comme indépendantes et impartiales (représentation des enseignants par les syndicats, droit de l'"accusé" de se faire assister d'un défenseur, de présenter des témoins...) sont directement au service du capitalisme. On ne peut (comme Françoise Cluchague l'a fait et comme je l'ai fait) que refuser de se présenter devant de tels rouages, sinon ce serait les cautionner.

3) - Si les bureaucrates du S.N.E.S., après avoir insidieusement traité de provocateurs au service du gouvernement les enseignants qui continuent à se battre à l'extérieur d'un syndicat capitulaire, feignent aujourd'hui de s'indigner de la révocation de Françoise Cluchague, c'est qu'ils craignent que cette révocation ne déclenche à l'intérieur de l'enseignement un mouvement qui mettrait en danger leur politique de collaboration de classe — les grèves sauvages et autres mouvements à propos de l'affaire BERTIN ne leur ayant posé que trop de problèmes.

Robert VERGNES

Robert VERGNES  
aux membres du "Conseil Académique de Paris"

Paris le 4/10/71

Dans l'ampliation de la décision (sic) prise par le "Conseil Académique de Paris" au cours de sa session du 10 septembre 1971, il n'est fait mention ni de la lettre du Recteur de l'Académie de Paris déposée à mon domicile par un fonctionnaire du Rectorat, le 7 septembre 1971, ni de ma réponse datée du 8 septembre 1971. Au cas très improbable ou mon pneumatique ne vous serait pas parvenu, je vous en communique le texte. Ce que j'écrivais alors demeure valable pour la convocation du 7 octobre 1971 ainsi que pour toutes les convocations à venir.

(Texte du pneumatique:)

Robert VERGNES  
aux membres du "Conseil Académique de Paris"

Paris le 8/9/71

Ma concierge m'a bien remis la lettre que le recteur de l'Académie de Paris a fait porter à mon domicile le mardi 7 septembre 1971. Je ne profiterai pas du fait que, n'ayant été informé qu'à 17 h ce jour-là du dépôt de cette lettre, il m'aurait été matériellement impossible de me rendre à la réunion de la "Commission des Affaires disciplinaires du Conseil Académique" fixée à 16 h. Je me garderai de tomber dans le piège de la légalité bourgeoise ! C'est pourquoi je n'irai pas le 9 septembre prendre connaissance du rapport établi par cette "Commission", pas plus que je ne prendrai la peine de me présenter le 10 septembre devant le "Conseil Académique de Paris". Je considère que, tout comme les "Conseils de discipline" en ce qui concerne "les élèves", les "Conseils Académiques" et autres "Commissions Disciplinaires" ne sont qu'une caricature de la justice au service du capitalisme. Vous membres du "Conseil Académique", n'êtes là que pour exécuter les ordres du président de cette république bourgeoise: "... nous mettrons au pas et s'il le faut à la porte..." Eh bien, moi, je ne suis pas de ceux que l'on met au pas.

Robert VERGNES

RECOMMANDE A.R.

-----  
Robert VERGNES aurait en projet une brochure autour de son cas. A SUIVRE.

----oOo----

Dans le N° 3 de "CONFRONTATION ANARCHISTE" paraîtra un dossier faisant passer la critique à la pratique, c'est à dire à la formation d'une ECOLE LIBERTAIRE en marge économique et culturelle du système. Les idées ou informations de copains qui se sont déjà posé assez sérieusement le problème seront les bienvenues.

----oOo----

PROCES POUR PALAVAS.-

Notre camarade Henri MARTIN a comparu au procès en appel à minima, à MONTPELLIER, le 10 novembre; 2 autres accusés étaient présents, deux autres absents. Le verdict a été reporté à 3 semaines.

Certaines choses semblent ne pas tourner rond au comité de soutien qui s'était constitué à Montpellier; les maos auraient en particulier monopolisé le fric reçu. Les camarades qui ont expédié des sommes devraient se faire connaître par courrier, pour qu'un contrôle puisse être effectué.



Girard, Henri, Clément est né à Paris le 11 juin 1850. Son père et sa mère tenaient chacun un restaurant. Deux rapports de police, faits à la veille du Congrès de Nantes disent, l'un, qu'il n'avait qu'une instruction rudimentaire, l'autre, qu'il s'adonne au jeu, à la boisson et qu'il est "coureur de femmes". Il semble qu'il ait bâti sa carrière syndicale et politique uniquement sur la propagande de la grève générale, à partir de 1893. Il travaillait alors depuis dix ans chez un fabricant d'articles de ferblanterie; payé aux pièces, il se faisait environ huit francs par jour — ce qui était une assez bonne paie, mais il était marié et avait 4 enfants; il changeait assez fréquemment de domicile, laissant parfois des dettes au précédent.

Au début de 1893 il était membre de la Commission administrative de la Chambre Syndicale des Tourneurs Repousseurs sur métaux. Délégué par son syndicat au congrès Corporatif de Paris, en juillet 1893, il fut élu au Comité d'organisation de la Grève Générale et en devint vite le secrétaire. Le rapport du 25 août qui relate ces faits au préfet de police, LEPINE, porte une assez surprenante mention de celui-ci — ou d'un autre fonctionnaire : "Ne rien faire au sujet de ce Girard sans m'en parler."

Et les rapports suivants énumèrent son activité et ses promotions successives:

— en septembre il est mandaté par la Bourse du Travail de Dijon au Comité Fédéral des Bourses;

— en avril 1894, il est désigné au Comité d'organisation du 1er MAI.

— en juillet il rapporte au congrès de Dijon du P.O.S.R., auquel il semble n'avoir adhéré qu'en juin.

— en septembre, il demande son admission à l'ordre des Chevaliers du Travail (Pelloutier et Briand n'y adhéreront que l'année suivante).

— le même mois, il participe au Congrès de Nantes qui aboutit à la rupture avec les guesdistes; s'il le fit sans brio, rappelons toute fois que c'est lui qui présenta le rapport en faveur de la Grève Générale;

— en juillet 1895 il est élu trésorier du Comité Fédéral des Bourses (il occupera ce poste presque sans arrêt jusqu'en 1900);

— en septembre, au Congrès de Limoges, il plaide pour le maintien du Comité de la Grève Générale au sein de la C.G.T. et est élu membre de la Commission provisoire qui dirige la nouvelle centrale syndicale (à l'issue des congrès suivants, il sera toujours réélu secrétaire du Comité d'organisation — puis de propagande de la Grève Générale.... etc...etc...etc...)

Il y a pourtant un fait de sa vie militante sur lequel il n'y a pas de rapport dans ce dossier de la préfecture de police: sa participation au Congrès international de LONDRES fin juillet 1896. Elle se trouve attestée dans le dossier consacré à ce Congrès qui a été versé par le ministère de l'intérieur aux archives nationales. Mais malheureusement pour la mémoire de "l'apôtre de la grève générale", une lettre du 18 août au Directeur de la Sécurité générale et la pièce qui y est jointe (une liste des délégués français imprimée par les organisateurs ANGLAIS) nous apprennent que L'INDICATEUR DE POLICE "P A S T E U R" et H e n r i G I R A R D ne font qu'un. Maurice Dommanget a réussi à identifier Girard non seulement à "Pasteur" mais aussi à "Boudin" autre informateur bien placé (LA CHEVALERIE DU TRAVAIL Faïse)

-----ooOoo-----

Depuis 3/4 de siècle les méthodes se sont certainement perfectionnées. Nous devons, (c'est une question définitive de vie ou de mort pour l'humanité), faire la Révolution d'ici 1990. Hors nous ne pourrons consulter les archives de police que passé un délai de cinquante ans, ou à peu près.

— ORGANISATION — (contre les infiltrations à la base).

— AUTONOMIE ENTIERE DE LA STRUCTURE DE BASE — (contre les manipulations d'ensemble)

— REVOCABILITE AUTOMATIQUE ( pour limiter le mal toujours possible).

... telles sont les mesures, conformes et ce n'est pas par hasard, aux schémas anarchistes et antibureaucratiques d'organisation, que nous pourrions prendre dès ce jour.



# KIDNAPPING - ARRESTATION

Lundi 27 septembre.-

12 h. - Max vient au Restaurant universitaire "Diderot", sur le Campus. Il serpe quelques mains, discute avec quelques copains.

12 h. 15 - Pour une raison mal éclaircie, Max quitte le restaurant d'un pas décidé en direction de la Résidence Berlioz. A cette heure-là de nombreux étudiants déambulent sur la route qui mène du restaurant à Berlioz. Plusieurs témoins qui ont assisté de près ou de loin au kidnapping permettent de le reconstituer.

Un étudiant: "Quelques étudiants marchaient de chaque côté de la voie I6, allant au restaurant universitaire ou en revenant, Brusquement du terrain vague surgirent une vingtaine de personnes. Je m'arrêtai intrigué. C'étaient des hommes jeunes de 20 à 25 ans. Ils étaient habillés comme des étudiants: pull, veston. Ils portaient chacun un objet ressemblant à une matraque. Ils traversèrent la voie I6 en courant. De l'autre côté un étudiant en pull marine, barbu (il s'agit de Max), n'a pas bougé. Comme les autres témoins il ne comprenait pas ce qui se passait. Tout d'un coup, cet étudiant sentit le danger, il fit quelques mètres en avant, courut dans l'autre sens, il bondit ensuite vers les champs. Mais c'était trop tard. Il tomba. Il était déjà assailli de coups de piedset de matraques: un tel acharnement dans la violence il faut le voir pour y croire. Ensuite ils le traînèrent vers les champs, le relevèrent pour le pousser brutalement hors du campus. Puis ils disparurent derrière les maisons avec leur victime en direction de l'avenue Gabriel Péri. La violence n'est pas une chose naturelle chez les étudiants. Alors qui sont ces gens ?

"Paris Match" parle du "campus de la peur", mais qui vient faire peur ? Et peur de qui ? Peur de quoi ?

Un autre témoin qui marchait à la même hauteur que MAX affirme: "Un de ces hommes m'a pointé vers le ventre un revolver à canon long (peut-être muni d'un silencieux) et m'a menacé en me disant: "Ferme-la ou on te fligue !"

Des témoins s'étant précipités au restaurant "Diderot" pour appeler à l'aide, de nombreux étudiants coururent vers le lieu de l'enlèvement mais c'était pour constater que les kidnappeurs étaient déjà loin.

-----OOO-----

Grenoble le 16 octobre 1971.-

... Cette arrestation a été suivie de celles d'un de nos bons copains, J.P. KOROLOFF ("Popov")... Max est un déserteur de la Légion; il risque 3 ans de bagne militaire plus 4 ans de légion qu'il lui reste à tirer, et quelques mois pour affaires civiles. Popov était un individu qui gênait beaucoup les flics, car c'est un virulent, combattant "notre" société pourrie : alors il a fallu qu'on lui procure un mandat d'arrêt quelconque. On a profité d'un incident récent qui s'est déroulé à la résidence BERLIOZ du Campus de Grenoble. Popov voulait offrir une rose, arrachée sur la pelouse, au directeur-flic de la résidence; celui-ci refuse, Popov le gifle, l'autre se barricade dans son bureau. Popov en défonce la porte et y pénètre. De tout ceci découle le mandat d'arrêt : — Violation de domicile. — Destruction de matériel pouvant servir à la décoration (c'est la rose arrachée). — Bris de clôture...

... Popov risque de 8 mois à 4 ans !

Nous pensons que l'histoire doit être dénoncée et que nous devons tout faire pour libérer Max et Popov.

Vous pouvez écrire à MAX : Jean-MAX BERNARD , Prison St-Joseph (38)

GRENOBLE



" Etudier consiste non pas à recevoir passivement une certaine quantité de notions, mais plutôt en une recherche continuelle qui ne peut être faite qu'au sein d'un groupe autogéré et non dirigé d'en haut.

" C'est seulement ainsi que l'on pourra se rendre compte de la capacité individuelle de chacun, c'est seulement ainsi que l'Ecole servira à se préparer à la vie, et non à servir une société oppressive.

" Vive l'autogestion des études  
" Vive l'autogestion de la vie quotidienne

Groupe Anarchiste Communautaire  
Naples 24/5/71

- : - : - : - : - : - : - : - : -

" Après le petit autodafé des registres, le climat au "VII scientifique" est toujours plus chaud.

" Au désir des étudiants d'éliminer la sélection, opérée par le biais des notes, les professeurs répondent par la proposition d'un vote surprise destiné à garantir leur succès.

" " NOUS NE TOMBERONS PAS DANS CET ATTRAPE COUILLONS !!!!!

" L'intérêt des professeurs est d'éviter toute secousse à l'ordre scolaire afin de maintenir sur pieds l'école sélective et de classe.

" Nous demandons la promotion pour tous et par tous!!!!

" Nous refusons d'être sélectionnés par des professeurs qui sont les instruments du système. Personne n'a le droit de nous sélectionner et de nous classer.

" Continuons notre lutte pour une promotion totale, et non sélective et de classe ; cela signifie uniquement s'emparer de l'école et empêcher que l'activité scolaire traditionnelle salisse encore nos esprits.

" Formons des groupes d'étude autonomes et non dirigés pour trouver de nouvelles formes d'instruction et décider de notre maturité.

" Prenons-en main notre futur en décidant par nous-mêmes

" OCCUPATION IMMEDIATE !

" AUTOGESTION GENERALISEE !

Groupe Anarchiste Communautaire  
Naples 26/5/71

- = - = - = - = - = - = - = - = - = - = - = - = - = - =

# AGENCE DE PRESSE ANARCHISTE .A.P.A.

Il s'agit d'envoyer le plus régulièrement possible des informations, nouvelles ,etc... à TOUS LES JOURNAUX ANARCHISTES, et SEULEMENT A EUX. Actuellement une dizaine de journaux étrangers sont servis.

On préfère recevoir les informations directement, plutôt que de les tirer du "MONDE". Bien entendu les journaux restent libres d'utiliser ou pas les informations reçues.

TOUTE information reçue passera et sera diffusée en photocopie aux publications intéressées. On demande le plus de CONCISION et de BRIEVETE possible.

Le système aura tendance à s'améliorer et sera mis au point au fur et à mesure de la pratique.

Les camarades intéressés peuvent écrire et envoyer de courts textes d'information à : René BIANCO - B.P. 40 - MARSEILLE - St-JUST.

# Pinelli - Valpreda - ( suite ) 17

Nous avons déjà évoqué cette affaire dans le précédent bulletin, et dans le but que chacun soit amplement informé, nous envisageons aujourd'hui de compléter un peu la liste des faits pour pouvoir faire le point.

## Quelques autres faits troublants à ajouter à ceux parus dans "C.A." N°1.

Le 15.12.69, la questure de Milan appelle une ambulance. Il est prouvé que cet appel a eu lieu entre 23h 56 et 28 h 58. Aldo Palumbo, journaliste de "UNITA", s'apprête à quitter les locaux de la questure; en arrivant sur le pas de la porte il entend un triple bruit, c'est le bruit du corps de Pinelli heurtant deux corniches (situées en-dessous du 4ème étage), puis s'écrasant au sol. A. Palumbo est le premier à voir le corps de Pinelli inanimé. Et il est à ce moment-là 0h 4mn. (L'appartement de Aldo Palumbo a été largement et minutieusement visité début janvier 70, aucun vol n'a été commis...)

Si le corps de Pinelli a heurté les deux corniches cela prouve qu'il n'avait pas d'élan et que le corps basculé dans le vide était celui d'un homme au moins inanimé.

Nous rappelons que Pinelli avait été illégalement arrêté (violation de l'article 238 du code de procédure pénale). Son alibi confirmé par 6 personnes a été tenu pour nul. Il n'y a jamais eu de procès-verbal de l'interrogatoire de Pinelli. Bref la magistrature a été tenue à l'écart de tout le début de l'affaire et tout s'est passé à la questure de Milan.

Valpreda quand à lui, fut littéralement enlevé à la sortie du bureau du juge Anati et transféré à Rome en dépit de la loi qui précise que "la compétence territoriale est déterminée par l'endroit où a lieu le délit".

Le chauffeur de taxi Rolandi, a reçu 50 millions de lires pour ses services rendus (il a reconnu Valpreda parmi les 4 personnes au type tout-à-fait différent de celui de Valpreda, lors de la parodie de confrontation).

La police fait exploser en toute hâte une bombe déposée à la banque commerciale de Milan le même jour et dont la minuterie n'avait pas fonctionné. L'Expert artificier Guido Bizzarri (meilleur artificier italien spécialisé dans le déminage) est certain qu'il aurait pu très facilement désamorcer la Bombe et que cela représentait moins de danger que de la faire exploser. Alors ? Il aurait été difficile sans doute d'attribuer à une technique artisanale ( puisque Valpreda fabriquait paraît-il lui-même ses bombes) un engin de mort aussi perfectionné.

## Quelques unes des manifestations publiques effectuées pour obliger les "autorités" à réagir.

Le 27.12.69 - "Humanita Nova" dément la version du "suicide" (police et magistrature n'ont jamais répondu à l'accusation de mensonge.)

Le 31.1.70 - "Lotta Continua" dénonce Calabresi comme assassin de Pinelli. 8 mois après Calabresi a recours à la justice bourgeoise pour se laver de telles injures.

Le 29.2.70 - au cours du procès de Pier Georges Bellocchio, des camarades se mettent à chanter "La Ballade de Pinelli". 27 camarades interpellés puis relaxés ( afin d'éviter à Calabresi d'avoir à se défendre).

Le 4.4.70 - L' "AVANTI" émet l'hypothèse du coup de Karaté entraînant la mort de Pinelli (aucune réaction de la part de la police et de la magistrature).

Le 24.6.71 à CHIACIANO, un Congrès National, sur le thème "justice et pouvoir", tenu par un groupe de juristes et personnalités diverses, a amplement débattu sur le cas Pinelli et la tragédie de Milan. Un document a été approuvé à l'unanimité dénonçant les manoeuvres de la Police et de la magistrature. Il réclame l'immédiate suspension de leurs fonctions pour tous les fonctionnaires - policiers et magistrats - compromis dans cette affaire et:

— que soit immédiatement ouverte une enquête vraiment approfondie dans le but de vérifier la responsabilité à tous les niveaux à propos de la mort de Pinelli

— qu'une enquête parlementaire soit faite.

15. — que le procès de Valpreda et des autres camarades s'ouvre dans le courant de la présente année.

Ce document ajoute: " Pinelli ne s'est pas suicidé et Valpreda est déjà en prison depuis deux ans pour un délit fasciste qui ne le concerne pas."

### Manoeuvres des accusateurs;

Un certain Lener, avocat milliardaire, bien connu pour avoir déjà défendu la police dans d'autres affaires, a recours à toutes sortes de machinations pour empêcher l'exhumation du corps de Pinelli.

A propos de la plainte de Licia Pinelli, il ne s'enbarrasse pas de mots et accuse Bianchi d'Espinoza, nouveau procureur de Milan, d'avoir "vidé et appauvri le travail scrupuleux" des magistrats précédents (en l'occurrence Caizi et Anati) qui eux avaient vécu les vicissitudes heure par heure, page par page, et n'auraient pas toléré cette ruse. (c'est-à-dire l'accusation plus que légitime de la compagne de Pinelli). Il accuse Bianchi d'Espinoza de "manoeuvres mystificatrices" visant à déshonorer la Police et la magistrature.

Quand aux principaux témoins, ils continuent à disparaître mystérieusement. Les derniers en date et non des moindres sont:

— Rolandi: le fameux chauffeur de taxi qui aurait transporté Valpreda de la place Beccaria (située à 150 mètres de la Banque de l'Agriculture) à un point situé lui aussi à 150 mètres de la dite banque (on se demande bien à quoi ça pouvait servir).

— Ambrosini (voir "C.A." N°1) qui s'est "suicidé" (encore un !) en se jetant de la fenêtre du 7ème étage de la polyclinique Gemelli. L'aversion officielle du suicide est ridicule face aux faits suivants.

Ambrosini demandait à sa famille et au personnel de la polyclinique de ne jamais le laisser seul. Alors qu'il venait de subir un infarctus et qu'il ne pouvait quitter le lit, on l'a subitement transféré d'une chambre dont la fenêtre donnait sur une terrasse située 4 m. plus bas, à celle donnant sur une cour intérieure et située au 7ème étage

Ambrosini, parain de RESTIVO, ministre de l'intérieur, s'était confié à son filleul et lui avait adressé deux lettres que RESTIVO a conservées pendant deux ans et a attendu la mort d'Ambrosini pour les livrer à la justice. Ainsi par son silence, RESTIVO a permis l'assassinat de son parain bien aimé mais trop imprudent, mais, et c'est plus grave, il a permis de ne pas découvrir les véritables auteurs des attentats et est directement responsable de la persécution de Valpreda et des autres camarades emprisonnés.

Valpreda avait décidé d'entamer une grève de la faim avec les autres camarades, et ceci pour tenter de faire ouvrir leur procès. Les camarades italiens conscients du danger que cela représentait pour ces hommes détenus, maltraités et mal nourris depuis presque 2 ans, ont prévenu leur acte et ont entamé une grève de la faim devant la porte S. Giovanni avec information constante auprès des passants. Le 23 octobre "Umanita Nova" annonçait que 2 camarades avaient dû cesser leur action sur indication des médecins tandis que 3 camarades continuaient.

Périodiquement on fait courir le bruit que Valpreda et Garganelli se seraient suicidés. Serait-ce pour préparer l'opinion publique ?!

Une exhumation des plus sordide.— Le 21 octobre le corps de Pinelli a été exhumé et livré aux experts. Licia Pinelli avait été "conviée" à venir reconnaître le corps. Si c'était une plaisanterie elle était du plus mauvais goût. Notre camarade a refusé de se présenter disant qu'elle se demandait bien, après 2 ans, ce qu'elle pourrait reconnaître du corps de son compagnon!

Inutile de dire quelles furent les conclusions des experts; les restes étaient inutilisables pour eux. De telles manoeuvres, un tel cynisme de la part des autorités, bien que prévus, relèvent d'un mépris de l'homme qui dépasse les bornes.

Voilà à peu près tout ce que nous avons pu recueillir comme informations. Nous répétons que ce travail est difficile étant donné que nous déchiffrons l'Italien avec peine (ce qui peut toujours être une source d'erreurs). Nous croyons qu'il faut déclencher au plus tôt une vaste campagne d'information pour être prêts lors du procès de Valpreda et des copains en taule.

SYLVIE

S O U T I E N A J U L I O M I L L A N .  
- = - = - = - = - = - = - = - = - = - = - = - =

Samedi 23 octobre à TOULON, le groupe anarchiste a organisé des manifestations éclair durant une heure et demie, dans le cadre de la campagne pour Julio MILLAN. 4.000 tracts et bandes dessinées ont été distribués. Sur les 50 manifestants on note 5 interpellations sans suite. Entre autre un article d'information sur la manif est passé dans la presse locale.

La forme de l'action s'est adaptée au nombre des participants. Le "cortège" a défilé au pas de course dans les grandes artères de la ville, bloquant la circulation; puis dispersions successives pour éviter l'intervention de la Police (qui était déroutée). Cette action va être répétée pendant toute la durée de la campagne. D'autres formes peuvent avoir plus de portée, mais pour l'instant nous proposons cette méthode qui sert de noyau et dans certains cas peut faire boule de neige.(50 puis 100,etc...)

La campagne est commencée: aussi pour éviter que notre action ne soit pas sans écoute et sans résultat, nous demandons aux autres groupes d'entamer dès maintenant l'Action Directe, pas spécialement dans la rue. Il s'agit de faire connaître le procès MILLAN qui s'inscrit dans la Répression sur le milieu révolutionnaire et ouvrier espagnols. Il s'agit de défendre la cause anarchiste, de dénoncer ce procès et le système qui l'accompagne.

G.L.F.

-----oOo-----  
CE QU'EST LE CAS M I L L A N , D'APRES LE MOUVEMENT ESPAGNOL EN EXIL

Le 10 octobre 1967, Julio MILLAN Hernandez est arrêté dans le train de Port-Bou Barcelone. On l'interroge à la préfecture de Barcelone. On l'accuse d'avoir participé à deux actes terroristes; d'abord le 2 décembre 1962, une explosion dans les bâtiments de la cour des comptes de Madrid; ensuite le 4 mars 1963, découverte par la police d'une charge d'explosifs placée dans un avion sur le trajet Barcelone-Palma de Majorque.

Millan nia formellement. Il subit plusieurs jours d'incessantes tortures. On lui offre un verre d'eau, il le refuse et demande à boire au robinet. On le contraint à avaler le contenu du verre. Peu après, il se déclare coupable.

On lui offre une occasion piège de s'enfuir pour établir une preuve de sa culpabilité. Il évente le stratagème. Il est enfermé à la MODELO, à Barcelone, ensuite transféré à Madrid. Il déclare devant le tribunal militaire de la première région, qu'on lui avait extorqué des aveux en état d'inconscience.

En décembre 1970, Millan écrivit au tribunal de guerre en sollicitant soit une ordonnance de non-lieu, soit la liberté provisoire en raison du manque de preuves sur sa culpabilité. REFUSE.

En janvier de cette année, il sollicita du capitaine général de la même région une mise en liberté provisoire. Il était depuis trois ans et demi EN DETENTION PREVENTIVE. A cette dernière demande, il reçut une réponse négative dans laquelle on lui demandait de s'abstenir de faire de telles requêtes sur des "dossiers déjà classés" (sic).

LE PROCES. Les peines demandées contre Millan sont de 24 et 17 ans de prison pour l'une et l'autre inculpation, ce qui fait 41 ans de prison en tout. Les deux inculpations seront jugées au cours du même procès et Garcia REBULL exercera la fonction de capitaine général et signera la sentence définitive.

---:---:---:---  
UNE QUESTION SE POSE POUR LE MOUVEMENT FRANÇAIS -- Pourquoi a-t-on attendu SEPTEMBRE 1971 pour nous parler de MILLAN alors qu'il est en taule depuis Octobre 1967 ?

# 20. UNE LOI TRAÎNÉE DEVANT LE TRIBUNAL.

Questions préalables: a-t-on jamais vu un anarchiste poursuivi pour divulgation d'une loi ? Si oui, que signifie alors la liberté de la presse ?

Car, fait sans précédent la loi passe en jugement ! "Fais pas le Zouave" (publication anarchiste et antimilitariste la plus lue de la presse underground) est attaqué pour publication de la loi N° 63 1255 du 21 décembre 1963, "relative modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement".

Ce n'est pas n'importe quelle loi, puisqu'obtenue à la suite de la grève de la faim de l'anarchiste Louis LECOIN (alors âgé de 73 ans), cette loi établit le statut des objecteurs de conscience dans l'hexagone.

Nul n'est censé ignorer la loi dit le Code, pourtant le compagnon libertaire Paul CHENARD, militant à la Fédération Anarchiste, est accusé d'avoir divulgué ce texte officiel, car comme le stipule l'article II du statut: "est interdite toute propagande tendant à faire bénéficier autrui des dispositions de la présente loi."

C'est un comble ! Faire le boulot du Journal Officiel devient un délit ! La Légalité est prise en flagrant délit de contradiction. Mais il y a pire: c'est le ministère des armées co-signataire du statut (parafé par M. Messmer, alors ministre des armées) qui est l'accusateur de "Fais pas le Zouave". Est-il utile d'ajouter qu'un autre signataire a pour nom Georges POMPIDOU (à l'époque Premier Ministre) ?

Ces contradictions de l'Etat n'empêchent que le compagnon anarchiste Paul Chenard, ajusteur, deux fois soldat, pour avoir compris que l'armée n'est pas le gage de notre indépendance mais la garantie de notre servitude, et comme il a mis son nom sur "Fais pas le zouave", encourt six mois à trois ans de prison plus 360 F à 10.000 F d'amende.

C'est sans doute au nom de leurs réalisations (guerre d'Indochine, d'Algérie, du Tchad, bombes atomiques sans compter les livraisons d'armes au monde entier), que ces gens d'Etat traquent la liberté d'opinion et baillonnent l'information. La presse doit comprendre dans son entier que c'est attaquer le droit à l'information que d'interdire la publication d'une loi qui permet à chaque jeune de choisir en connaissance de cause entre la vie militaire et la vie civile.

Sans cela à quand l'interdiction du Dalloz (1) ou l'abolition du service militaire obligatoire ?

LES AMIS DE "FAIS PAS LE ZOUAVE" de la Fédération Anarchiste .

SOLIDARITE: Librairie Publico  
CCP 11.289-15 PARIS

3, rue TERNAUX -PARIS (11°)  
(Tél. : 805.34.08)

(1) CODE PENAL.

-----ooOoo-----

(PARU DANS "PARIS-JOUR")

M I C H E L D E B R E N ' A I M E P A S L E S Z O U A V E S .

Le ministre vient de porter plainte contre un ajusteur de 39 ans, Paul CHEMARD, directeur du périodique anarchiste "Fais pas le zouave". Motif de cette plainte; cette revue anarchiste vient de publier un numéro spécial (recto verso) unique et gratuit... reproduisant intégralement le texte de la loi du 21 décembre 1963, prévoyant un statut spécial pour les objecteurs de conscience.

La plainte de Michel DEBRE repose sur l'article 11 de cette même loi qui stipule: IL EST INTERDIT TOUTE PROPAGANDE SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT, tendant à inciter autrui à bénéficier de la présente loi dans le but exclusif de se soustraire à ses obligations militaires (Peines encourues: emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 360 à 10.000 Francs)."

Deux personnes ont déjà été condamnées à une peine d'amende pour ce motif, et sept autres sont menacées de l'être à Montluçon et à Metz. On se souvient également du suicide d'un jeune soldat du contingent, Jean-Pierre Lalanne, le 25 octobre dernier, objecteur de conscience assimilé à un insoumis, parce qu'il ignorait les démarches qu'il aurait dû faire et qui sont stipulées dans la loi sur l'objection de conscience.

De nombreux juristes considèrent — à bon droit semble-t-il — qu'il y a un abus d'interprétation de l'article 11 lorsqu'on interdit la publication d'une loi évidemment éditée au "Journal officiel" et qui de plus contient le même article 11 qui s'interdisait lui-même d'être publié !

Si d'autre part on poursuit "Fais pas le zouave" pour opinions (et même pour propagande) antimilitaristes, il faudrait poursuivre toutes les publications anarchistes et faire mettre au pilon toute la littérature anarchiste depuis 1 siècle. Il n'existe de plus pas de loi interdisant la propagande pacifiste ou anti-militariste (au moins hors des casernes).

Il n'y a d'ailleurs en France que 1.500 appelés en 4 ans (contre 19.000 en Allemagne) qui ont demandé à bénéficier du statut d'objecteur de conscience. Or, chaque année sur 425.000 jeunes qui se présentent au conseil de révision, on en rejette 73.000, par inaptitude physique et l'on dispense 20.000 cas sociaux: on ne peut pas dire qu'on manque de soldats.

Rappelons que la promesse d'un statut des objecteurs de conscience avait été arrachée après une grève de la faim de vingt-quatre jours du pacifiste Louis LECOIN, à l'âge de soixante-quatorze ans et que cette promesse avait été faite par le Général De Gaulle lui-même."

====•Oo====

C'est le moment où jamais de soutenir tous les objecteurs, les insoumis, les publicateurs du statut. On nous provoque; REPONDONS PLUS FORT QUE PREVU A LA PROVOCATION POUR LA DEBORDER. Ce qu'il faut obtenir c'est que le service national, qui selon le statut de défense déborde largement du temps de guerre et d'accomplissement des obligations militaires, soit amplement dénoncé.

La "défense" de la nation bourgeoise et totalitaire ne nous concerne pas ! Travailleurs, fonctionnaires, apprenez que l'on vous encaserne de 18 à 50 ans (voir les imprimés pour "l'affectation de défense" que vous risquez fort d'avoir déjà remplis).

OBJECTONS TOUJOURS ET PARTOUT !

Contactons toutes les publications et la presse pas trop dégueulasse pour qu'en cas de jugement scélérat de "FAIS PAS LE ZOUAVE", 50, 100 journaux et revues soient prêtes à publier intégralement le statut des objecteurs.

Ces messieurs commencent à abuser; se résigner une nouvelle fois serait un pas de plus vers la résignation perpétuelle.

P.M.



# DE LA MISERE EN MILIEU ANARCHISTE .

## - essai d'introspection -

PROPOSITION . - Le strict militantisme politique c'est du simili-P.C.; le groupe anarchiste qui ne change pas la vie de ses composants, c'est de la foutaise; d'un autre côté, l'on ne peut construire sans une charpente solide.

L'équilibre d'un groupe doit donc résulter d'une rigueur organisationnelle comme d'une ouverture à la révolution individuelle.

Rigueur organisationnelle : le travail militant doit s'insérer dans une stratégie révolutionnaire qui tienne compte des réalités sociales, économiques et politiques; cette stratégie est définie à l'échelle d'une région ou d'une nation, par l'ensemble du mouvement; si ce mouvement est composite et confus comme le nôtre, cela ne prouve pas l'inexistence d'une stratégie mais il nous appartient d'en faire ressortir les grandes lignes, et par suite de dégager au niveau groupe une attitude révolutionnaire spécifiquement anarchiste .

--:--:--:--:--

L'adoption d'une ligne tactique par un groupe exige d'une part , une homogénéité suffisante pour parvenir à un ensemble de propositions cohérentes, d'autre part un engagement militant sans restriction pour répondre à la détermination collective.

La première phase suppose un travail de recherche et d'analyse sur les données des problèmes posés; mais auparavant nous devons nous accorder sur quelques points; essayons quelques exemples schématisés :

— si les militants ne sont que des ferments, la pâte ne lèvera qu'autant que seront réunies certaines conditions objectives plus ou moins indépendantes de notre volonté. Dans ce cas, les anarchistes sont avant tout des émetteurs d'idées; d'où importance primordiale de la propagande à partir de petits groupes spécifiques et/ou disséminés dans les organisations sociales et culturelles.

— s'il suffit d'une poignée de sable pour gripper la machine sociale et économique, s'il suffit de la perturbation d'un organe ou d'une simple réaction chimique pour dérégler le métabolisme du corps social, le travail militant doit être avant tout provocateur, rôle du détonateur; par suite priorité aux actions exemplaires, à l'agitation.

Le mouvement libertaire, selon les périodes historiques, a penché alternativement pour l'une ou l'autre thèse — Mai 68 en France, a redonné toute sa valeur à la deuxième, et au fur et à mesure que le corps social semble retrouver sa stabilité dans l'ordre ancien, les révolutionnaires en général reviennent à la première thèse plus défensive .

Pourtant il est clair que l'adoption de cette première thèse implique une oeuvre de longue haleine, ingrate par définition, qui rebutera nombre de militants, il est clair que le mouvement risque de retomber dans sa léthargie précédente si l'on ne tient pas compte de cette révolution dans les esprits qui s'est opérée en 68. Mais ceci rejoint le deuxième volet, revenant au groupe adoptant l'une de ces thèses, adoption qui déterminera le type d'organisation interne. Ce qui ne signifie pas que les tenants de la première thèse peuvent se sentir à l'abri de toute intrusion et provocation, et se refuser à toute précaution; d'autant qu'un groupe subit une certaine fermentation en rapport direct avec la conjoncture et l'environnement, laquelle peut le conduire à un revirement subit.

Prenons un autre exemple : — si le processus révolutionnaire est le produit des contradictions du système, le rôle du négatif est d'accroître l'amplitude de la contradiction, ce qui en clair se traduit par l'accentuation de la lutte des classes, et la propagande révolutionnaire n'a pas d'autre objet.

Le processus révolutionnaire inclinera soit dans le sens d'une concentration du pouvoir politique (traduisons par renforcement de la fonction coercitive de l'Etat), soit dans le sens d'une décentralisation du pouvoir politique jusqu'à l'autogestion ouvrière coordonnée : tout un courant s'affirme dans le mouvement ouvrier pour cette dernière éventualité; la propagande anarcho-syndicaliste a pour principal objectif de renforcer cette tendance.

Il est clair que le mouvement anarchiste se doit de garder une attitude critique vis-à-vis des formations marxistes révolutionnaires sans tomber dans l'hostilité systématique qui nous condamnerait à nous déterminer en fonction de leur propre position. Lorsque le négatif (pour rester dans la dialectique), oblige le positif à se déterminer par rapport à lui, il obtient le point essentiel, celui de son existence réelle. Vu le rapport des forces, nous sommes le négatif à l'intérieur du négatif; Mai 68 a été un succès de l'idée libertaire en obligeant le tandem P.C. - C.G.T. à se déterminer par rapport à elle; continuons sur notre lancée mais ne revenons pas à l'inverse, qui nous cantonnerait dans une attitude "gauchiste" c'est-à-dire jouant le jeu de la mauvaise conscience du mouvement ouvrier officiel.

Que nous soyons ultra-minoritaires n'infirmes pas la possibilité de développer avec succès une propagande spécifiquement anarchiste reposant sur une analyse des faits (et non déterminée par rapport au camp révolutionnaire majoritaire). Nous nous trouverons souvent en accord avec les "gauchistes" ou même avec la C.G.T., ce qui est juste ne cesse pas de l'être quand le rival l'affirme, mais nos conclusions seront souvent différentes et c'est ce qu'il importe de souligner. (ex. Charlie-Hebdo ironisant lourdement sur la revendication de "retraite à 60 ans", exemple typique d'anti-P.C. systématique alimentant le moulin de la réaction). Le négatif (excusez le charabia) ne prendra place dans l'histoire qu'autant qu'il aura contraint le négatif - positif virtuel - à se déterminer par rapport à lui; ce qui veut dire que la révolution libertaire est une révolution dans la révolution; cette deuxième révolution que beaucoup ont espérée au moindre craquement dans les pays de l'Est.

Mais cette révolution libertaire n'est possible que dans la mesure où notre mouvement s'affirmera autant spécifiquement anarchiste que débarrassé de ses préjugés ineptes contre tout ce qui vient de l'extérieur. Aventurons-nous sur un terrain brûlant.

Si le schéma marxiste s'est plus ou moins effondré, il reste des pans entiers d'analyse sociale et économique qui, quoique conçus au siècle dernier, ont gardé toute leur valeur; il reste surtout un langage d'une concision, d'une précision d'une imagination telles, qu'il s'impose souvent à la moindre étude sociologique. Tout cela appartient à la pensée socialiste et à l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Il est effarant de rencontrer des anarchistes qui au seul nom de Marx ruent des quatre fers; comme ils n'ont en général que mépris pour l'oeuvre de Proudhon qu'ils estiment très dépassée, alors que nous trouvons chez ce dernier les fondements de l'anarchisme social; ils se condamnent soit à repartir à zéro dans l'analyse sociale et économique (ce qui n'est pas à la portée de tout le monde), soit à caractériser le mouvement par une propagande basée sur les "bons sentiments", ce qui nous donne un pathos sans doute très généreux mais ne se différenciant guère d'un christianisme social quelconque que par la violence du langage et l'incantation révolutionnaire.

Le fait d'être anarchiste suppose entre autre que nous avons choisi pour l'essentiel, pour les données fondamentales, l'argumentation de Proudhon et de Bakounine entre autres théoriciens de l'Anarchisme, mais n'a jamais voulu dire que nous devons transformer le mouvement en église et les militants en dévots. Si l'on tient compte que les économistes et sociologues marxistes sont à peu près constamment tenus en laisse par le dogme marxiste, une telle somme de travail et d'analyses, libérée du carcan idéologique, devrait apporter au mouvement anarchiste ce support qui lui fait si cruellement défaut. Nous n'hésitons pas à puiser la connaissance dans les manuels de la bourgeoisie, devrions-nous refuser cette somme de connaissances parce qu'elle nous vient de l'école marxiste. LE MOUVEMENT ANARCHISTE EST ASSEZ RICHE EN JEUNESSE ETUDIANTE POUR ENTREPRENDRE CE TRAVAIL " d'APPROPRIATION CRITIQUE".

Un tel raisonnement peut conduire à réconcilier l'Anarchisme avec le Marxisme en insistant sur les aspects libertaires potentiels de ce dernier. Ce serait pourtant l'inverse de notre propos; il ne s'agit pas d'apporter au marxisme une potentialité libertaire, il s'agit d'intégrer à la théorie spécifiquement anarchiste une certaine somme de connaissances dont la carence l'empêche d'atteindre à une certaine rigueur dans l'analyse.

Si nous reprenons l'exemple dialectique, nous concevons la synthèse comme l'absorption du positif par le négatif et non comme la conciliation des termes antagonistes; nous sommes les vaincus parce que nous ne pouvons que nous déterminer par

24  
rapport au Marxisme; nous serons les vainqueurs si nous renversons les rôles, si nous en arrivons à la critique du marxisme militant par rapport à l'anarchisme militant, ce qui est à peu près impossible actuellement; nous ne pouvons créer les conditions propres à un tel objectif que par l'étude comparative des connaissances et interprétations diverses sur chaque élément du problème social, c'est seulement ainsi que nous pourrons construire la théorie anarchiste de notre temps. Nous savons bien que si l'anarchisme a dominé la fin du siècle dernier, c'est parce que ce travail avait été fait. Nous savons aussi que cela ne se fera pas du jour au lendemain et qu'il nous faut combattre avec les armes du bord.

Les anarchistes seront toujours des poètes avant d'être des militants, l'Anarchie est le grand rêve millénaire de l'humanité et comme tel se veut rêvée; mais lorsque le Socialisme Libertaire devient non seulement une possibilité à ce stade de l'histoire mais la seule chance de l'humanité pour que celle-ci ne périclite point, l'on peut bien parler de démission si les militants de l'anarchisme se contentent de réciter des messes incantatoires.

-----oOo-----

Il ne suffit pas d'avoir raison il faut le démontrer. Si l'anarchisme ne reste souvent qu'exercice intellectuel, s'il lui manque une certaine crédibilité auprès des couches populaires, c'est que nous sommes incapables de le traduire en termes contemporains; nous restons dans un utopisme très généralisateur au lieu de prendre les problèmes de notre époque un par un et de les résoudre en solutions pratiques eu égard aux données réelles.

Il est tentant d'enfermer l'anarchisme en de petits cénacles bien douillets, une telle solution de facilité prouve un manque de confiance total dans les idées libertaires, mais conduit aussi à s'ériger en dépositaires exclusifs de la pensée anarchiste, d'où les multiples sectes et les nombreux anathèmes. Nous ne possédons pas la vérité, nous cherchons; si nous admettons les grandes lignes de l'Anarchisme, il reste à les faire admettre, et le plus difficile est certainement de déceler nos propres insuffisances et d'y remédier. Pourtant ces insuffisances sont de taille si l'anarchisme se situe bien sur une ligne d'évolution de cette société.

Il ne s'agit pas tant de contrer avec nos faibles moyens tout le gigantesque appareil de conditionnement, il s'agit au moins de toucher la faible minorité sensibilisée aux problèmes sociaux. Hors de larges couches de cette minorité non seulement s'éloignent de nous mais sont remplies de mépris à notre endroit; ce n'est pas ici l'effet d'un obscurantisme ou d'une déformation intellectuelle comme nous aimons le croire; certes l'individu quelqu'il soit est profondément imprégné par des siècles de mise en condition, mais le débat est aujourd'hui assez largement ouvert pour faciliter la prise de conscience. Non, la vérité est toute simple, hormis des formations solides telles que le groupe Louise MICHEL, l'ORA la T.A.C. et quelques autres, nous ne faisons pas le poids en tant que formations politiques, non pas l'anarchisme mais nous-mêmes qui sommes incapables de le valoriser suffisamment et il ne s'agit pas ici du problème organisationnel qui est pourtant le fondement de l'édifice.

Il existe deux moyens qui peuvent nous aider à sortir de cette impasse à l'échelle très modeste de notre organisation :

— le bulletin de propagande : sommes nous oui ou non capables de commenter l'actualité sociale, politique, économique, et cela régulièrement et à intervalles de plus en plus rapprochés. Cela nécessite d'abord un travail de sélection dans notre presse, et cela est extrêmement positif si l'on songe que nous allons devoir lire cette presse avec les yeux du public, c'est-à-dire perdre l'habitude de nous satisfaire de phrases creuses mais bien ronflantes, ou de rechercher entre les lignes les passages allusifs à la guerre des sectes - apprendre à lire c'est déjà être capables de nous exprimer.

— le bulletin intérieur doit être rappelons-le, le creuset où s'élabore notre apport original à la pensée anarchiste. Nous ne pourrons y arriver que si chacun d'entre nous, ne serait-ce que par quelques lignes, participe pleinement à ce travail de recherche critique.

Il ne s'agit pas tant de "préparer les recettes de la marmite future" que de résoudre les problèmes qui se posent à nous parce que le seul fait de parler d'Anarchie n'a de valeur que si nous pouvons répondre à chaque question, si cela est inexact alors ne parlons plus de révolution sociale et bâtissons des cités imaginaires.

— si la suppression de la monnaie peut se concevoir dans une société pré-industrielle où la production et la consommation se limitent pour l'essentiel aux besoins primaires, la monnaie devient un facteur de choix, donc de liberté dans la société industrielle ; quelle que soit l'abondance de la production dans sa diversité, les besoins ne peuvent être évalués qu'en fonction de la demande. Une étude intéressante avait été abordée par des camarades espagnols en 1936 (une monnaie de consommation non thésaurisable+une monnaie scripturale distincte pour les transactions industrielles et commerciales), est-il impossible de la reprendre et de la développer ?

— l'égalité économique est certainement la pierre de touche d'une société communiste libertaire, il reste entre autre à se pencher sur les mécanismes complexes de la formation du prix d'une marchandise - dans une économie planifiée, sur la coordination de la production et des circuits de distribution.

— les problèmes de retraite et de sécurité sociale peuvent être résolus par le service de pensions égales à TOUS les individus dépassant un certain âge ou handicapés, et par un service national de santé gratuit et ouvert à tous. Il doit être possible de prouver qu'une telle solution qui semble utopique serait d'un coût moindre que le système actuel, encore faudrait-il potasser la question.

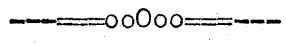
— comment pensons-nous résoudre la question des innombrables pensions servies par l'Etat à des titres divers et à des millions de personnes; aussi longtemps que nous ne l'expliquerons pas clairement, et non par des formules passe-partout: des millions d'individus de ce pays se dresseront contre toute atteinte à l'existence de l'Etat.

— des syndicalistes italiens ont abordé une étude démontrant que la journée de travail de 4 h. résoudrait à la fois le problème du sous-emploi et celui de la dépression économique. Cela s'appelle du réformisme, soit, mais une telle étude poussée et développée pourrait devenir une arme formidable de propagande pour une société socialiste libertaire, d'autant plus que les contradictions du système actuel rendent irréalisables ces solutions.

— peut-on expliquer pourquoi tout le mouvement syndical est exclusivement orienté sur l'action revendicative à partir des lieux de production, alors que la majeure partie du profit capitaliste réside dans les circuits de distribution, tenant compte bien entendu que ceux-ci sont en passe d'être entièrement dans les mains des grands groupes financiers eux-mêmes propriétaires directs ou indirects des forces productives. Peut-on démontrer cette exploitation en circuit fermé et du même coup définir des formes d'action autrement bénéfiques que la seule hausse des salaires et disposant d'une dynamique largement unitaire.

Si ce qui précède est exact, nous pouvons apporter la preuve formelle de la trahison des centrales syndicales et sans doute élaborer une nouvelle définition des classes sociales.

— ce questionnaire n'est pas limitatif, nous le savons. Si poser les questions, c'est déjà les résoudre, allons-y carrément .



Il reste que la rigueur de l'analyse sociale et économique s'accompagne le plus souvent par un mépris superbe pour le "facteur humain", tous ces ricanements sur le "folklore" masquent un aspect essentiel de la réalité sociale. Les anarchistes savent, et des chercheurs comme W. Reich le confirment, que l'homme qui n'est pas libre (il ne s'agit pas de la liberté absolue qui est fiction, mais de la liberté relative mais concrète dans le domaine du possible) est un déséquilibré, et la plupart des phénomènes "socio-pathologiques" de l'histoire humaine n'ont pas d'autre origine.

Lorsqu'aujourd'hui toute une partie de la jeunesse crée de nouveaux rapports humains, il est certain que si cette révolution morale ne s'insère pas dans une remise en question globale de la société, elle ne peut échapper à la récupération, tout en marquant un processus de destruction des valeurs traditionnelles. La prise de conscience révolutionnaire n'est possible que si le mouvement révolutionnaire lui-même se porte, se place à la pointe de cette révolution et non en wagon de queue plus ou moins méprisant.

